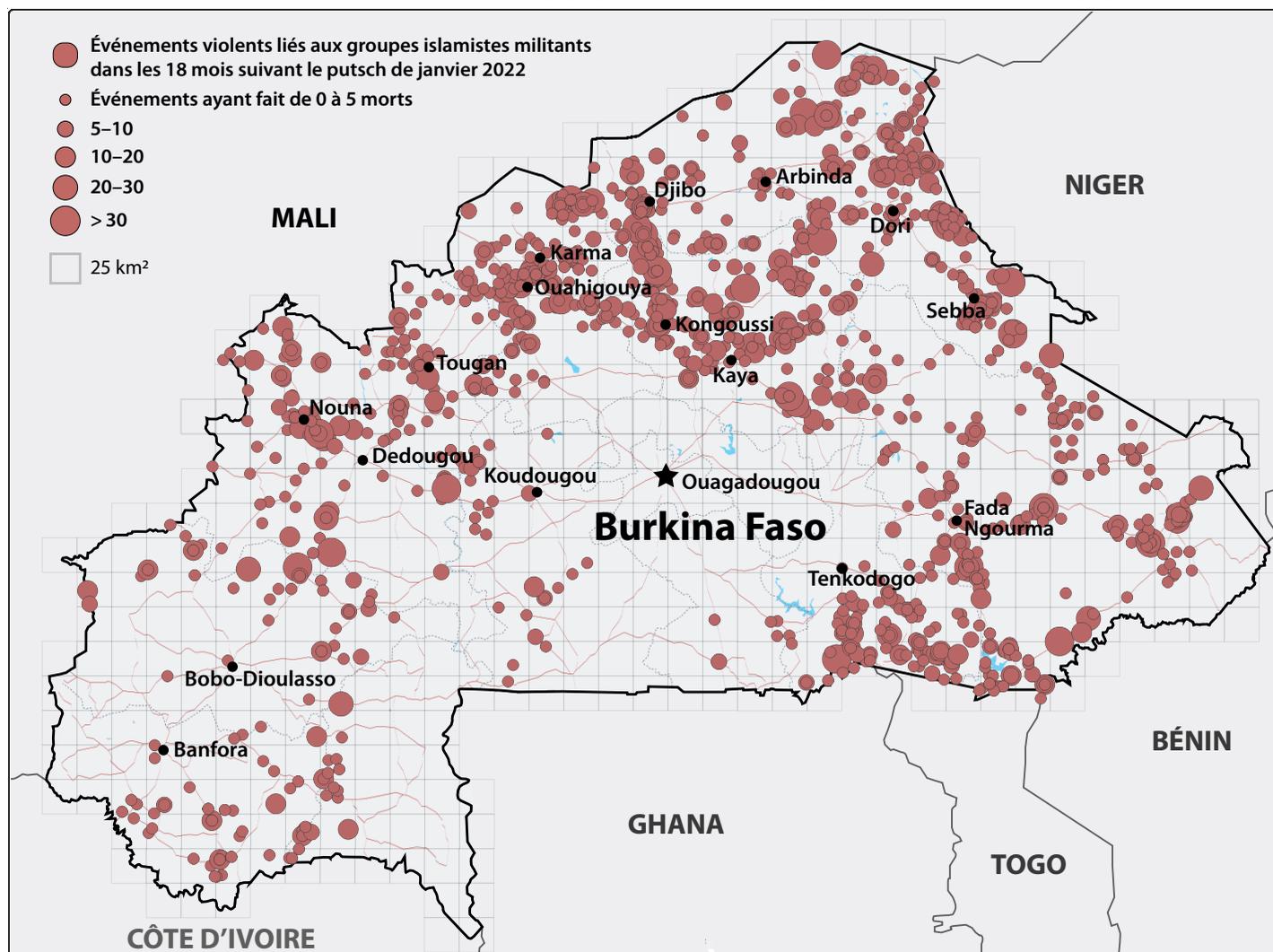


Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

12 septembre 2023

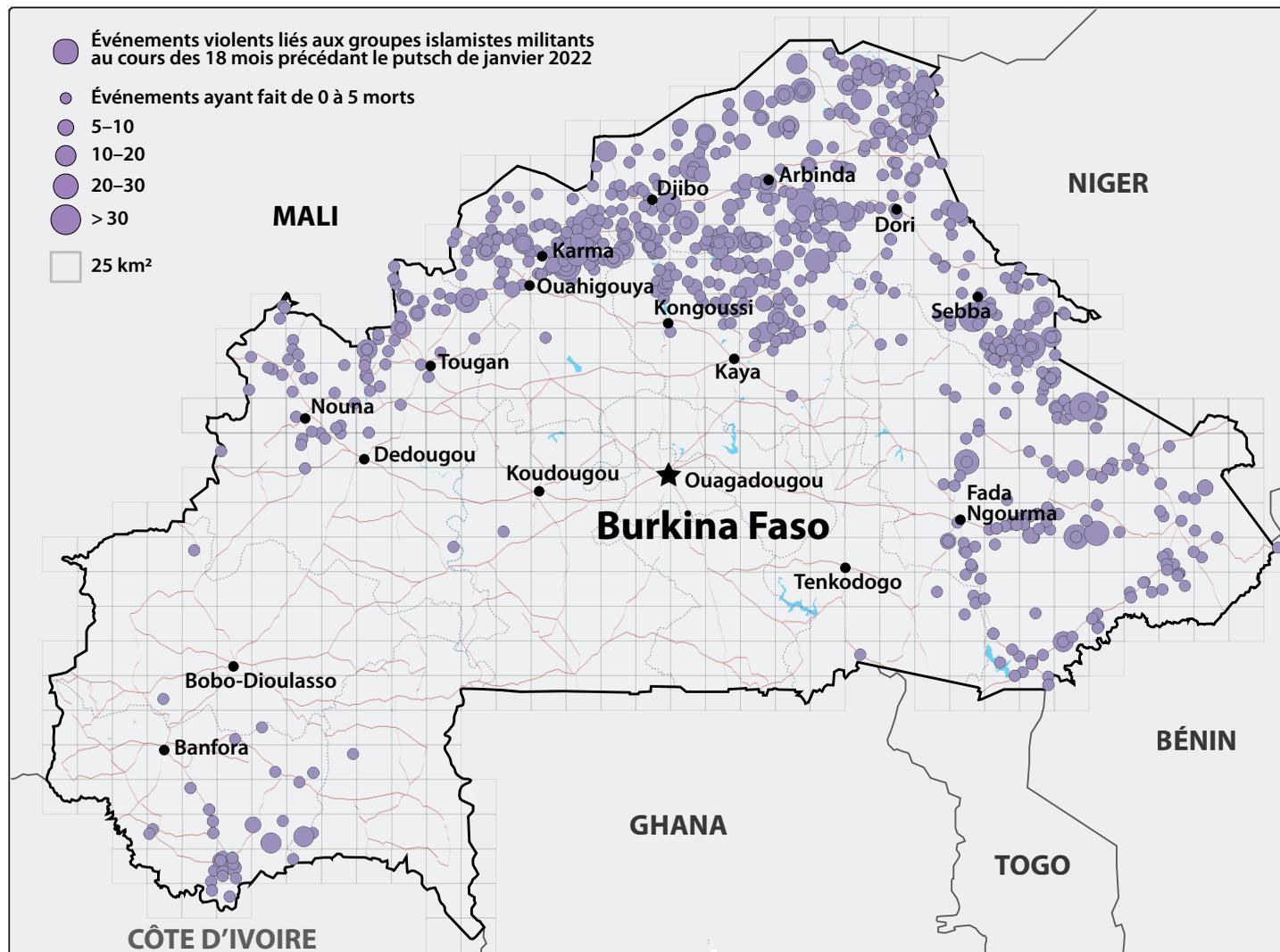
À la suite de deux coups d'État militaires en 2022, les groupes islamistes militants ont encerclé Ouagadougou, laissant dans leur sillage une violence sans précédent.

ÉVÉNEMENTS ET DÉCÈS LIÉS AUX GROUPES ISLAMISTES MILITANTS DEPUIS LE PREMIER COUP D'ÉTAT AU BURKINA FASO



Source des données : Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés

ÉVÉNEMENTS ET DÉCÈS LIÉS AUX GROUPES ISLAMISTES MILITANTS AVANT LE PREMIER PUTSCH AU BURKINA FASO



Source des données : Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE

Les groupes islamistes militants originaires du Mali menacent un nombre croissant de communautés au Burkina Faso et ont déplacé l'épicentre de la violence au Sahel.

Les coups d'État militaires de janvier et septembre 2022 ont aggravé la situation. Depuis les putschs, le nombre de personnes tuées par des militants islamistes a presque triplé par rapport aux 18 mois précédant le coup d'État de janvier 2022. Cette violence, associée à la diffusion géographique des activités extrémistes autour de Ouagadougou, place plus que jamais le Burkina Faso au bord de l'effondrement.

- Au rythme actuel, 8 600 personnes pourraient être tuées cette année dans des violences liées aux groupes islamistes militants. Cela représente une augmentation de 137 % par rapport à l'année précédente, pendant laquelle 3 627 personnes avaient été tuées.
- L'augmentation du nombre de morts s'accompagne d'une hausse de la létalité des attaques menées par les groupes islamistes militants. En 2023, chaque événement violent est en moyenne lié à cinq décès. Cette escalade est spectaculaire puisque, en 2022, chaque événement violent avait provoqué 2,4 décès.
- La violence attribuée aux groupes islamistes militants s'est considérablement propagée, englobant 6 975 km² de territoire contre 4 775 km² avant le premier putsch de 2022, soit une augmentation de 46 %. Alors que Ouagadougou jouit d'un avantage défensif du fait de son emplacement sur un plateau, cette diffusion menace de couper la capitale des principales voies de transit pour les échanges commerciaux.
- Katibat Hanifa, un sous-groupe de la coalition JNIM, est apparu comme le principal groupe militant opérant dans l'est du Burkina Faso. Bien que l'on sache relativement peu sur ce groupe émergent, la région où il sévit est d'une importance stratégique puisqu'elle relie l'Afrique sahélienne à ses voisins côtiers. Elle contient également les principales routes commerciales reliant les ports du Togo et du Bénin au Burkina Faso et au Niger. Entre-temps, d'autres éléments du JNIM ont commencé à s'étendre vers l'ouest, notamment le long de la frontière avec le Ghana, menaçant ainsi les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. L'État islamique au Grand Sahara (EIGS), ainsi que le Front de libération du Macina et Ansaroul Islam, affiliés au JNIM, restent également actifs dans le nord du Burkina Faso.

« Au moins 800 000 personnes sont de fait assiégées par un groupe islamiste militant ».

- Au moins 800 000 personnes dans plus de deux douzaines de villes ont déjà été coupées des principales artères et sont de fait assiégées par un groupe islamiste militant. Un blocus durable de Ouagadougou aurait des effets dévastateurs pour l'ensemble du pays.
- Environ 1 Burkinabè sur 10, soit plus de 2,1 millions de personnes, a été déplacé de force en raison de l'insécurité. Environ 95 % des personnes déplacées sont restées au Burkina Faso, mais l'insécurité s'étendant à l'ensemble du pays, les pays voisins verront probablement augmenter le nombre de réfugiés qu'ils accueillent.
- Illustration de cette instabilité, la violence a entraîné la fermeture de 6 134 écoles au Burkina Faso, soit une augmentation de 44 % par rapport à l'année précédente, quand 4 258 écoles avaient été fermées. Près d'une école sur quatre dans le pays est aujourd'hui fermée, affectant plus d'un million d'élèves et 31 077 enseignants.

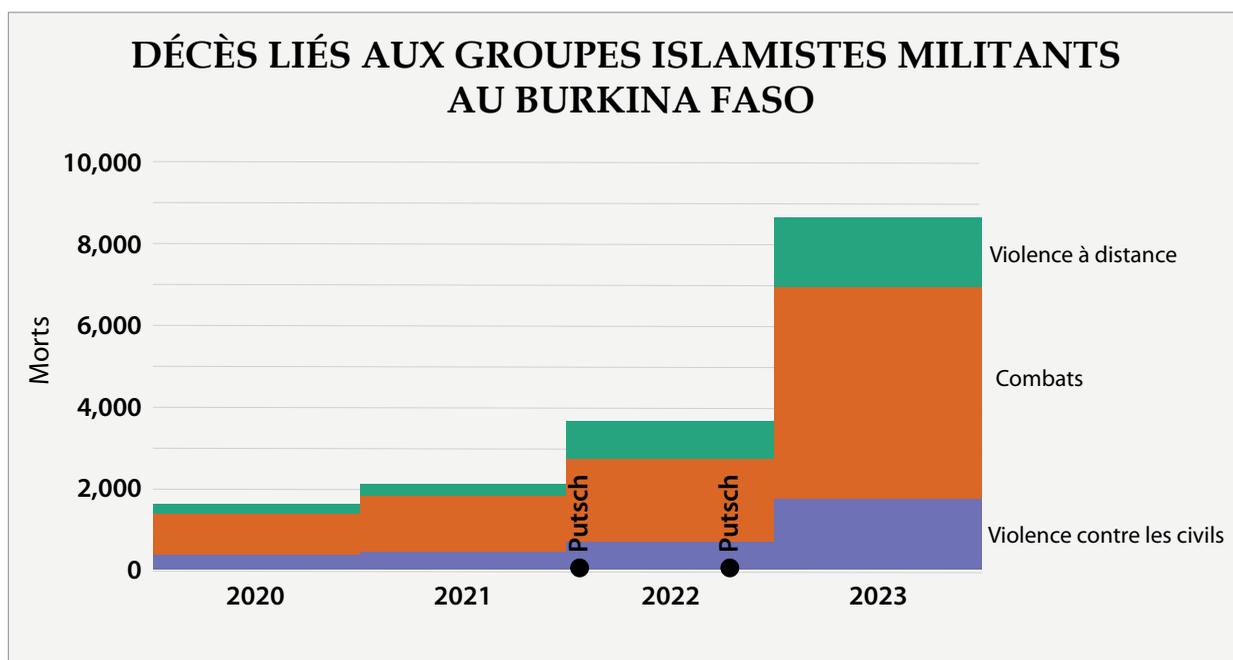
LA VIOLENCE CONTRE LES CIVILS A AUGMENTÉ SOUS LA JUNTE

Depuis que le pays est tombé sous la coupe de la junte, la population civile est de plus en plus attaquée par des groupes islamistes militants.

- Au cours des 18 mois qui ont suivi le premier putsch, le nombre de civils tués par des groupes islamistes militants a augmenté de 165 % par rapport aux 18 mois précédents. Plus de 1 700 civils devraient être tués par la violence des groupes islamistes militants en 2023.
- Près des deux tiers des civils tués par des groupes islamistes militants ont perdu la vie dans les régions du Burkina Faso frontalières du Mali. Le nombre de civils tués devrait au moins doubler en 2023 dans 10 des 11 régions touchées par la violence des militants islamistes. Cinq de ces régions – le Sahel, la Boucle du Mouhoun, l'Est, le Centre-Nord et le Nord – devraient chacune dépasser les 200 civils tués par des groupes islamistes militants.

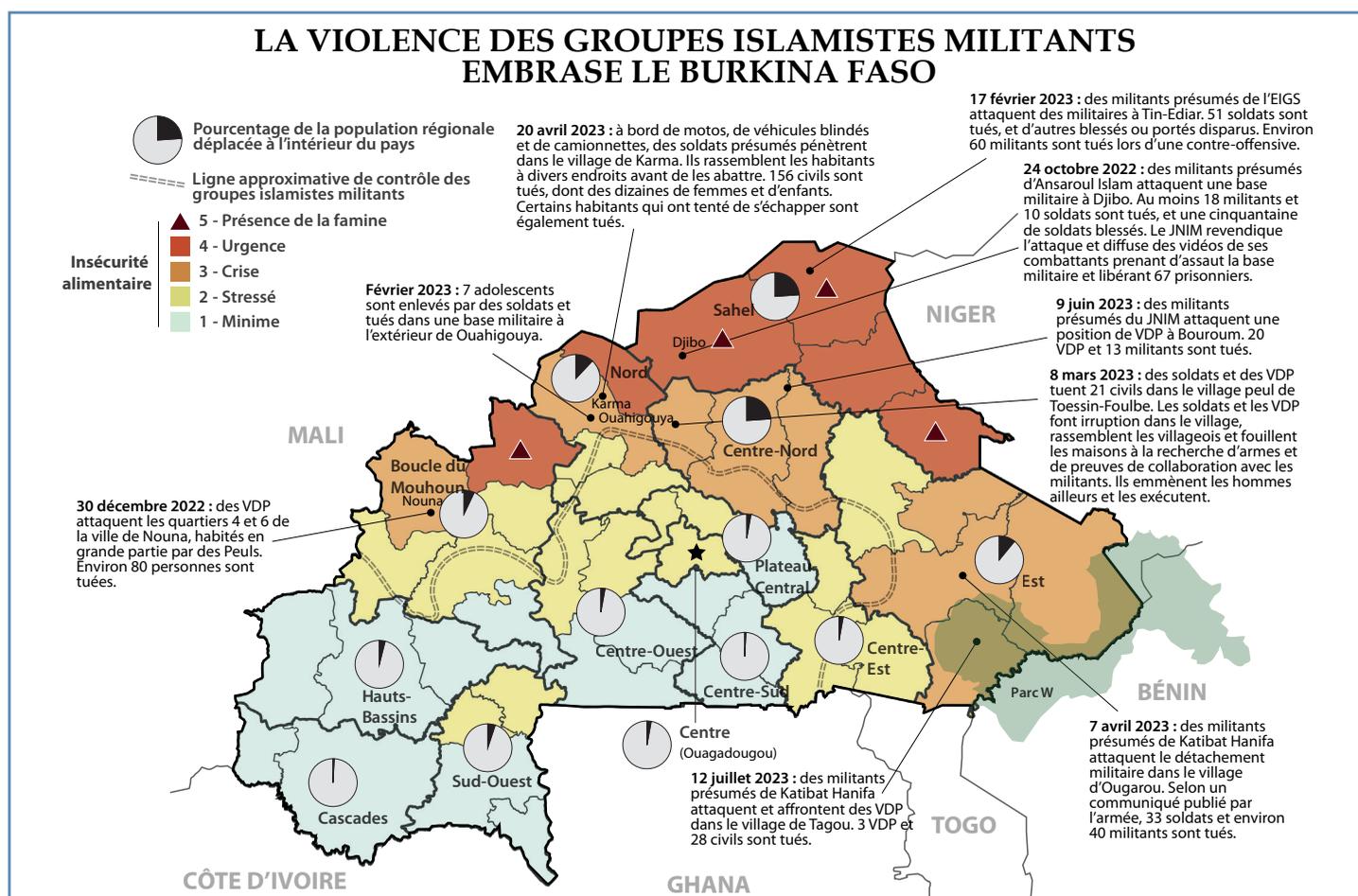
« Le nombre de civils tués devrait au moins doubler en 2023 dans 10 des 11 régions touchées par la violence des militants islamistes ».

- Les civils ont également fait l'objet d'attaques accrues perpétrées par l'armée et les milices qui lui sont alliées. L'armée a ainsi été accusée de manière crédible de différentes violations des droits humains et a été impliquée dans des exécutions extrajudiciaires d'enfants par des organisations de défense des droits humains et des journalistes. À Karma par exemple, l'armée aurait massacré au moins 156 civils.



Source des données : Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés (chiffres projetés pour 2023)

- À partir d'octobre 2022, l'armée a rapidement enrôlé des dizaines de milliers de miliciens, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). En décembre 2022, des VDP auraient tué au moins 80 civils dans la ville de Nouna en représailles à une attaque menée par des islamistes militants contre un poste de gendarmerie.
- Le nombre de civils tués par l'armée ou des VDP depuis le coup d'État de janvier 2022 a plus que triplé par rapport aux 18 mois qui ont précédé le coup d'État, pour atteindre 762 morts. Les exécutions extrajudiciaires se sont multipliées sous la junte dirigée par le capitaine Ibrahim Traoré, au pouvoir depuis septembre 2022.
- En réponse à la couverture médiatique de ces abus, la junte a expulsé des journalistes internationaux et interdit les médias locaux, notamment Radio Omega. De même, des militants de la société civile et des opposants politiques à la junte ont été intimidés, menacés et détenus pour l'avoir critiquée. Ces actions ont eu un effet dissuasif sur la contestation, ce qui a probablement conduit la population à moins signaler les abus militaires perpétrés envers elle.



Sources des données : HCR, Cadre Harmonisé/IPC

BATAILLE POUR LE CONTRÔLE DU TERRITOIRE

Le foyer de la violence des groupes islamistes militants au Burkina Faso reste la région du Sahel, qui jouxte les frontières du Mali et du Niger. Cependant, la région Est du Burkina Faso, qui comprend le côté burkinabé du grand Parc W, offre également un refuge aux extrémistes (et menace les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest). Par ailleurs, les régions du nord-ouest et de l'ouest ont connu une augmentation importante de l'activité des groupes islamistes militants au cours de l'année écoulée.

« Environ la moitié du territoire du Burkina Faso échappe de fait au contrôle du gouvernement ».

- Environ la moitié du territoire du Burkina Faso échappe de fait au contrôle du gouvernement, notamment à l'est et au nord-est du pays. Dans ces régions, divers groupes islamistes militants liés à la coalition JNIM affrontent l'EIGS pour contrôler le territoire.
- En raison de l'insécurité, on estime que 3 millions de Burkinabés souffrent de la faim. Parmi les personnes touchées, près de 650 000 sont confrontées à la famine (niveau 5 dans la classification d'insécurité alimentaire intégrée), ce qui signifie que des personnes commencent déjà à mourir faute de nourriture.
- La population de la capitale provinciale, Djibo, a augmenté de 600 % pour atteindre plus de 300 000 habitants, soit à peu près la taille d'Arusha, en Tanzanie, en raison de l'arrivée de centaines de milliers de personnes déplacées.
- Djibo et d'autres centres urbains, comme Sebba, ont été coupés du transit commercial par des barrages de militants islamistes. Les populations soumises au blocus sont confrontées à un risque croissant de famine.
- D'autres centres urbains et administratifs plus importants, notamment Fada N'Gourma, Ouahigouya et Kaya, risquent également d'être encerclés par des groupes islamistes militants. Ces centres urbains sont soumis à d'énormes pressions puisque de plus en plus de personnes déplacées y cherchent refuge.
- Ces centres de population sont également des nœuds importants dans le réseau de transport du Burkina Faso, servant de centres qui forment les artères de connexion vers et depuis la capitale située au centre du pays.